

Les partis du pouvoir dénoncent la lettre des 19 personnalités

# Louisa Hanoune pointée du doigt

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3712 - Lundi 9 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Grève à l'EPLA de Béjaïa

## Les travailleurs exigent le versement de leurs salaires

Page 24



Rencontre régionale d'évaluation des wilayas de l'Est

## Les consignes de Boudiaf

Page 2

### Cet horizon qui se rétrécit... pour tous

Par Mohamed Habili

**I** fut un temps sans doute où pour la plupart des pays l'horizon était assez dégagé pour que le regard porte à plusieurs années dans le futur. Déjà, certes, il y avait à cet égard une différence entre vieux et jeunes Etats, entre pays nouvellement arrivés dans le concert des nations, comme c'est le cas du nôtre, et les autres, dont pour certains l'existence se mesure en siècles. Or il y a là une sorte de paradoxe : plus un pays, sous l'angle politique, est vieux, plus son avenir s'étend de tout son long devant lui, aussi loin en tout cas que porte le regard. Et, à l'inverse, plus un pays est jeune, plus son avenir se présente à lui sous une forme problématique, comme une conquête qu'il faut sans cesse recommencer, défendre contre ce qui la menace, maintenir en vie ; comme quelque chose dont on n'est pas vraiment certain qu'il soit une construction faite pour défier le temps. Les vieux pays puisent dans leur ancienneté leur confiance dans l'avenir. Ce qui n'implique pas d'ailleurs qu'ils en ont un à coup sûr. Comme les pays jeunes en sont justement dépourvus, leur avenir ne leur semble pas quelque chose d'absolument acquis. Il se peut que c'est parce qu'ils ont du mal à se projeter dans l'avenir qu'ils s'appliquent à s'en bâtir un, justement, de sorte que leur barque continue de fendre l'horizon, en dépit d'une courte visibilité.

Suite en page 3

### 30% des 60 milliards USD d'importations transférés illégalement

# 18 milliards de dollars de transfert illicite de capitaux



Le ministre du Commerce, qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale, assène des chiffres ahurissants sur le taux «très élevé de délinquance économique» observé dans la sphère marchande en Algérie. Sur les 60 milliards de dollars d'importations en 2014, 18 milliards de dollars, soit 30%, ont fait l'objet de transferts illicites. Lire page 2

Annoncé hier par le P<sup>r</sup> Zitouni, coordonnateur national

## Mise en œuvre du plan anti-cancer 2015-2019

Page 4

Constantine 2015

## Hard rock et heavy metal au rendez-vous

Page 13

30% des 60 milliards USD d'importations transférés illégalement

# 18 milliards de dollars de transfert illicite de capitaux

■ Le ministre du Commerce, qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale, assène des chiffres ahurissants sur le taux «très élevé de délinquance économique» observé dans la sphère marchande en Algérie. Sur les 60 milliards de dollars d'importations en 2014, 18 milliards de dollars, soit 30%, ont fait l'objet de transferts illicites.

Par Meriem Benchaouia

Le transfert illicite de capitaux vers l'étranger s'est amplifié durant ces dernières années, atteignant des montants faramineux. Plus qu'un phénomène, la fuite de capitaux vers l'étranger est devenue un fléau préoccupant qui pénalise fortement l'économie nationale, dans la mesure où les capitaux transférés vers l'étranger sont l'équivalent de plusieurs points de croissance perdus pour l'économie. Evalués à des montants faramineux, ce sont, en somme, des facteurs endogènes qui sont à l'origine directe ou indirecte de ces transferts illégaux de capitaux vers l'étranger qui sont, faut-il le souligner, répressibles par la loi. Le ministre du Commerce, qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale, assène des chiffres ahurissants sur le taux «très élevé de délinquance économique» observé dans la sphère marchande en Algérie. Sur les 60 milliards de dollars d'importations en 2014, 18 milliards de dollars, soit 30%, ont fait l'objet de transferts illicites. C'est ce



qu'a révélé Bakhti Belaïb. Contrairement à une idée largement répandue, «en Algérie, les entreprises étrangères sont moins impliquées dans les transferts illicites» liés aux surfacturations des produits importés, a-t-il précisé. Il a souligné, dans ce

sens, que l'ampleur de l'implication des opérateurs nationaux est «inquiétante» à travers notamment des sociétés écrans au sein desquelles «ils sont en même temps acheteurs et vendeurs». En effet, ce sont eux-mêmes qui fixent les prix à leur

guise. «Plusieurs importateurs algériens sont impliqués dans cette pratique en créant des sociétés écrans, à travers lesquelles ces nationaux jouent le rôle de vendeurs et d'acheteurs à la fois et se chargent de transférer illégalement des devises du pays», a expliqué le ministre. Citant quelques chiffres relatifs à ce phénomène, le premier responsable du secteur a déclaré que durant le premier semestre 2015, plus de 24 000 constats d'infraction ont été établis pour plus de 40 milliards de dissimulations du chiffre d'affaires. Il a précisé que comme conséquence de ces infractions, quelque 24 000 tonnes de marchandises ne répondant pas aux normes sont bloquées aux frontières en attendant l'aboutissement des plaintes déposées contre plus d'une centaine d'importateurs indécents. Abordant la décision arrêtée mercredi dernier par le gouvernement d'instaurer des licences d'importation sur une quinzaine de produits phares, pesant lourdement sur la balance des paiements, Belaïd a affirmé que «les transactions effectuées par certains opérateurs

économiques donnent souvent lieu à une grande spéculation». A propos de ce dispositif «opérationnel à partir du début de l'année 2016», M. Belaïd a assuré qu'il allait permettre de mieux organiser la transparence au niveau de ces dernières et de vérifier notamment que les opérateurs ont réellement répercuté sur le marché national les prix des produits acquis à l'étranger. Interrogé sur l'institution du crédit documentaire par la loi de finances complémentaire de 2009, Bakhti Belaïb a qualifié cette méthode de paiement de «crime économique». Selon lui, les importateurs «ont été arnaqués par les fournisseurs, puisqu'ils payaient la marchandise avant même de la réceptionner». Concernant le marché du sucre en Algérie, l'invité de la radio a reconnu qu'il y avait «un monopole de fait par un seul opérateur qui détient 80% du marché». C'est la raison pour laquelle, ajoute le ministre, le gouvernement a accordé des licences à quatre opérateurs afin qu'ils investissent dans cette activité.

M. B.

Rencontre régionale d'évaluation des wilayas de l'Est

## Les consignes de Boudiaf

De notre envoyée spéciale à Annaba, Louiza Ait Ramdane

Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a invité, hier, chaque directeur de santé publique (DSP) à faire un rapport sur la situation du secteur de la santé et le déposer au niveau de son ministère avant le début de la semaine prochaine afin de voir l'état d'avancement des réformes engagées depuis son arrivée à la tête de ce secteur. «Chaque responsable est tenu de présenter la situation du secteur de la santé de sa wilaya dans moins d'une semaine», a instruit Boudiaf. L'objectif attendu de cette démarche du ministre est de calculer le financement des projets pour l'année prochaine. «Nous sommes en train de préparer vos budgets pour l'année 2016, pour cela, il faut que vous accélériez le diagnostic», a imploré le ministre. «Je compte sur vous !», a encore déclaré le ministre en directions DSP, en leur promettant du changement avec la nouvelle méthode de travail et de gestion qu'il est en train d'appliquer sur le terrain. Dans la continuité de cette démarche, il est attendu des DSP de mener une étude sur le profil des populations consultantes par établissement et par wilaya et ce, d'ici la fin 2015 sur la base d'un canevas standard fourni par l'administration centrale, afin de voir le taux de la population qui se soigne dans ces structures. Au deuxième jour de la rencontre d'évaluation des wilayas de l'Est, le ministre de la Santé n'a pas manqué de relever certains dysfonctionnements, se

montrant parfois menaçant à l'égard des DSP. «Le financement doit suivre l'activité. Je veux des résultats», a lancé Boudiaf en direction des responsables de la santé. Le ministre de la Santé a exprimé son mécontentement quant à certains comportements dépassés des professionnels de la santé relevés dans certaines wilayas. M. Boudiaf était furieux contre le DSP de Souk Ahras lors de son exposé de la situation de la santé de sa wilaya. «Souk Ahras est le point noir dans le secteur de la santé. Le rendement dans cette wilaya n'est pas à la hauteur du budget qui lui est consacré», a-t-il martelé, soulignant que la wilaya, tout comme Mila, Ain Defla, Djelfa et El Oued, nécessite un accompagnement particulier. Pour cela, une équipe du ministère de la Santé fera le déplacement dans ces wilayas pour aider les professionnels de la santé et faire un plan de mise à niveau, surtout que plusieurs infrastructures sont ouvertes. Pour la wilaya de Annaba, le ministre a constaté également des lacunes, dénonçant le comportement de praticiens. «Si vous n'êtes pas capables de prendre en charge vos malades, reconnaissiez-le, et laissez-nous les transférer vers Batna ou Alger où ils seront pris en charge. Vous n'êtes pas indispensables», a-t-il menacé, espérant, en revanche, de voir la wilaya de Annaba devenir un pôle d'excellence en matière de santé. «C'est à vous de travailler pour améliorer la situation de la santé». Concernant l'évaluation des produits périmés, «on ne s'est jamais intéressé à ce sujet. On va aller à

l'évaluation. Il faut apprendre à comptabiliser», a déclaré le ministre de la Santé. Les seules données disponibles sont celles au niveau de Tébessa. Le taux est estimé depuis 2009. «C'est un taux très appréciable», a indiqué le ministre qui a donné des instructions aux comités des médicaments des wilayas à se réunir pour évaluer la situation chaque mois. Il est attendu de la rencontre nationale des pharmaciens d'office de réduire au maximum le taux des médicaments périmés. Concernant la sécurité dans des hôpitaux, Boudiaf a fait savoir que le dossier a été pris en considération à un haut niveau. «Il y a eu des résultats et il va y avoir du nouveau prochainement. Un nombre important de policiers vont être déployés par la DGSN qui nous accompagne dans cette opération pour sécuriser le personnel et les services d'urgences médicales», a expliqué le ministre.

### Les pénuries de médicaments ne sont pas tolérées

La rencontre de deux jours qui a regroupé neuf wilayas de l'Est a été sanctionnée par des recommandations. Le ministre de la Santé a donné des instructions afin de veiller au suivi rigoureux de la disponibilité des produits pharmaceutiques et procéder dans le cadre du comité de wilaya à la régulation inter-établissement pour éviter les pénuries. Le ministre a, à cet effet, mis en garde contre toute spéculation sur les produits pharmaceutiques. Boudiaf fait allusion à cer-



Ph/E. Soraya/J. A.

tains médicaments, notamment le Sintrom (anticoagulant) pour les malades cardiaques. Il a même menacé de retirer les agréments aux spéculateurs. Il a appelé les cadres de son ministère à procéder à des contrôles réguliers pour définir les responsables et les causes de cette perturbation, expliquant que les besoins en ce médicament est de 40 000 boîtes, tandis que le ministère a importé une quantité de 100 mille boîtes. «Où est passée cette quantité ?», s'est-il interrogé, promettant de sévir contre les spéculateurs. «La rareté de médicament n'est pas acceptée», a-t-il encore martelé. Le ministre de la Santé a instruit également les DSP de faire plus d'efforts pour relever tous les dysfonctionnements dans leur secteur afin d'y remédier. «Vous êtes obligés de savoir tout ce qui se passe dans vos secteurs. Dans le cas contraire, cela sera considéré comme une complicité locale», a-t-il menacé, citant en exemple les

pannes de scanner non signalées dans plusieurs services. Transmettre à la DGSS un point de situation précis sur la mise en œuvre des recommandations du plan national de lutte contre le cancer ainsi que la transmission à la GN du point de situation relatif à la mise en place du registre cancer de chaque wilaya avec le nombre exact de malades enregistrés pour les différentes localisations, sont d'autres recommandations du ministre. En matière de télémédecine, le ministre a instruit les DSP de développer ce réseau, le renforcer et prévoir les crédits nécessaires déjà inscrits au titre des budgets des établissements. A la fin de la réunion, le ministre de la Santé a visité le CAC de Annaba, entré en service depuis juillet dernier. Depuis sa mise en service, plus de 300 cas de cancer ont été pris en charge par ce CAC qui a également assuré la radiothérapie pour 1 200 cancéreux.

L. A. R.

Les partis du pouvoir dénoncent la lettre des 19 personnalités

# Louisa Hanoune pointée du doigt

■ En attendant la réaction de la Présidence de la République puisque la lettre des 19 personnalités est adressée au chef de l'Etat, les partis du pouvoir montent au créneau pour dénoncer cette démarche.

Par Nacera Chennafi

Les partis FLN, RND et TAJ ont pris la charge de répondre à la démarche politique des 19 personnalités, dont le porte-parole n'est que la patronne du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune.

Les 19 personnalités nationales ont adressé une lettre au président de la République pour «le prier de les recevoir en audience et lui faire part de leurs préoccupations quant à la situation prévalant dans le pays», comme l'ont expliqué les signataires de cette lettre vendredi lors d'une conférence de presse.

Dans sa réaction à cette initiative, le Rassemblement national démocratique a rendu public un communiqué samedi soir, dans lequel Ahmed Ouyahia accuse Louisa Hanoune d'être derrière l'initiative des 19 personnalités, alors que Amar Saadani, SG du FLN estime qu'une partie des signataires est téléguidée par des «parrains» sans donner de nom et que Hanoune a perdu son équilibre après le départ de leurs postes de ceux qui la soutenaient. Selon le RND, la lettre est signée par un certain nombre de personnes connues et que «très peu de choses réunissent», ce qui dévoile, selon ce parti, l'identité de l'auteur de cette initiative, «un chef de parti politique déchainé depuis quelques mois déjà contre l'Etat et contre son premier dirigeant», allusion à la SG du PT, Louisa Hanoune.

Selon le RND, à travers cette lettre les signataires mettent en doute la capacité du Président Abdelaziz Bouteflika à diriger le pays. «Elle l'accuse aussi de porter atteinte aux institutions de l'Etat et aux intérêts de l'Algérie», ajoute la même source.

Pour ce parti, le Président Bouteflika est «comptable devant le peuple souverain qui l'a investi et devant le peuple uniquement», ajoutant que «le peuple algérien lui a accordé sa confiance en 1999 sur la base de telles réfé-



P.V.D. R.

rences patriotiques».

Le RND, qui défend le bilan du président, réaffirme son soutien et sa confiance au chef de l'Etat. Il est à noter que selon M<sup>me</sup> Hanoune, ladite lettre a été déposée lundi dernier au niveau du cabinet de la Présidence et du fait qu'Ouyahia occupe le poste de directeur du cabinet de la Présidence, il aurait probablement pris connaissance de cette lettre bien avant mais aurait préféré réagir après sa médiatisation par ses initiateurs.

Du côté du FLN, Amar Saadani a affirmé que «nul n'a le droit de demander des comptes au président de la République qui a été élu par le peuple librement et en toute transparence» avant de s'interroger : «Qui a mandaté ces personnes ?» Pour Saadani, «seul le peuple est habilité à lui demander des

comptes», et d'affirmer que cette démarche est «vouée à l'échec». Enfin, le parti Tadjamoue Amal El Djazair (TAJ) a exprimé son «rejet catégorique» de toute tentative visant à «remettre en cause» la crédibilité des institutions de l'Etat, en tête desquelles la Présidence de la République, affirmant que le président Bouteflika assumait «normalement» ses fonctions constitutionnelles. Le parti estime que l'heure n'est plus à la récupération et aux tiraillements politiques, affirmant qu'en cette période tout le monde est appelé à relever les défis auxquels le pays fait face.

Dans le camp de l'opposition, Moussa Touati estime qu'il s'agit d'une manœuvre, de chantages et d'intérêts avant de s'interroger sur les intentions de Louisa Hanoune. Le MSP estime, selon un commentaire rendu public

par de son patron Abderrezak Mokri diffusé sur le site du parti, que la sortie des 19 confirme les craintes de l'opposition sur la «gravité de la situation», affirmant qu'il s'agit d'une prise de conscience qui «a tardé à venir mais qui sera encore plus large». Ce n'est pas l'avis de son rival au MSP, Bouguerra Soltani, qui estime que les 19 ont jugé Bouteflika avant de le voir et leur initiative est vouée à l'échec.

Il est à noter que les 19 signataires de la lettre sont des personnes qui soutiennent le Président Bouteflika depuis maintenant seize ans et leur décider soudainement de remettre en cause les capacités du chef de l'Etat laisse la voie à des interrogations sur les vrais objectifs d'une telle initiative et surtout qui est derrière.

N. C.

Election sénatoriale à Béjaïa

## Le maire et le président de l'APW candidats

Après Mouloud Debboud du RCD, puis Mohamed Bettache du FFS qui est président de l'APW, Abdelhamid Merouani, maire de Béjaïa et mouhafedh du vieux parti unique, a été désigné hier candidat du FLN à la prochaine élection sénatoriale qui se tiendra le 25 décembre. Il a obtenu 78 voix contre 36 pour le mouhafedh de la Soummam, Djeroud Saâdi. Six élus ont préféré ne pas se prononcer en votant à blanc. Une trentaine d'élus étaient absents à cette élection. Il y a lieu de rappeler que le FLN dispose de 148 sièges y compris les 9 élus des autres formations qui l'ont rallié. Le candidat du FLN mise sur une partie des élus indépendants qui sont en nombre, à savoir 159, et les 69 élus du RND pour se faire élire et obtenir le siège confortable à la chambre haute du

Parlement, lui qui excelle dans le travail des couloirs et dans les tractations. Mais il faut compter sur le candidat du MPA, en l'occurrence le maire de Oued-Ghir Yacine Ramdani, qui a déjà commencé le travail il y a plusieurs mois. Ce dernier, qui dispose de 18 élus, a déjà touché la plupart des indépendants et élus des autres formations politiques. Il aurait même obtenu des promesses de vote de plusieurs élus du RCD, FLN, FFS et indépendants. Yacine Ramdani sera désigné aujourd'hui lors d'une réunion qui se tiendra à Tichy et qui sera présidée par Idir Benyounés, selon nos informations. Le MPA est parti favori dans une élection qui n'est pas encore jouée si l'on en croit certains. Il aurait rallié à sa cause quelques 200 élus. Ceci d'autant que le candidat du FFS, en

l'occurrence Mohamed Bettache, qui possède initialement le nombre le plus important d'élus, à savoir 255 élus, est parti avec le handicap de la division provoquée par la démission en fracas du parti du député Khaled Tazaghart et ses fidèles du forum socialiste et par les clivages nés ces derniers jours au sein du parti avec les élus de l'est de la wilaya, fidèles à Nacer Abdoune, de aire de la commune de Tamridj, un des prétendants à la candidature qui n'a pas été choisi lors de la réunion présidée avant-hier par le 1<sup>er</sup> secrétaire du FFS, Mohamed Nebbou, à Amizour. Une réunion qui a vu aussi rejeter la candidature du maire d'El-Kseur, le D Mustapha Aberkane.

Hocine Cherfa

LA QUESTION DU JOUR

### Cet horizon qui se rétrécit... pour tous

suite de la page Une

Mais ce qui était vrai, il y a quelques années seulement, se présente autrement par ces temps troubles, et pour tout le monde, même si les problèmes vitaux des uns continuent de différer de ceux des autres. A n'envisager que la région à laquelle nous appartenons, bien des Etats sont plongés dans des crises dont ils peuvent bien ne pas se relever. Ainsi en est-il dès à présent de la Syrie, de l'Irak, de la Libye, du Yémen. La disparition de ces Etats entraînera celle de certains autres, parmi ceux qui aujourd'hui ne semblent pas menacés dans leur existence : l'Arabie saoudite, le Qatar, d'autres encore, au nombre des pays arabes jouissant pour l'heure d'une grande stabilité, ou du moins de ce qui se donne pour telle. L'implosion d'un seul de ces pays, l'Irak par exemple, ébranlerait toute la région, et peut-être même au-delà. On n'imagine d'ailleurs pas que l'Irak éclate sans qu'un effet domino se mette aussitôt à l'œuvre, et qui n'irait pas nécessairement du plus proche au plus lointain. Or aujourd'hui, à la différence du passé, même récent, l'Irak peut effectivement disparaître dans sa forme politique actuelle. Comment les Irakiens voient-ils leur avenir ?

Sûrement pas comme un long fleuve tranquille. Davantage sans doute comme un horizon rapproché, couvert d'une brume épaisse, comme une montagne dont il faut sans cesse repousser les limites. Qui plus est, un Irak qui se divise est un Irak qui se fait la guerre. Et qui l'exporte. On peut en dire autant de la Syrie, qui n'est pas encore tirée d'affaire. De la Libye, qui est frappée d'impuissance. Ce qui est vrai des pays arabes l'est peut-être davantage des pays africains, par ces temps marqués au coin de l'incertitude. Mais que si maintenant on se tourne vers les vieux Etats, on s'aperçoit que pour eux aussi l'avenir commence à devenir autre chose que ce qu'il était il y a encore peu. Certes, ce n'est pas leur existence qui est directement en cause, comme pour des pays de notre région, mais quelque chose d'autre, quelque chose d'important néanmoins : leur prospérité. S'ils ont un avenir, rien ne dit qu'il sera à l'image de leur passé immédiat. Ils vivront encore probablement, dans leurs frontières et sous leurs lois actuelles, mais sans l'assurance de jouir de la part du lion de la richesse du monde. Ce n'est pas déjà la survie qui commence pour eux, sans doute, mais ce n'est déjà plus la société de consommation et l'Etat providence.

M. H.

Tizi-Ouzou

## Une trentaine d'apiculteurs à la foire du miel

**TRENTE-DEUX** apiculteurs prennent part à la foire du miel et des produits de la ruche, ouverte de dimanche à samedi prochain à Tizi Ouzou. Les participants à cette manifestation, organisée par l'Association des apiculteurs professionnels du massif du Djurdjura (AAPMD), qui se tient au niveau de la placette du musée de la ville des Genêts, proposent à la vente plusieurs variétés de miel (sainfoin, lavande, forêt, chêne vert, jujubier, eucalyptus), du pollen, de la propolis, de la cire et de la gelée royale, ainsi que des produits transformés dont du pain d'épice et des cosmétiques (savonnettes, crèmes, entre autres). Rencontré sur place, le président de l'AAPMD, Salem Touati, a indiqué que cette manifestation, à laquelle participent en plus des apiculteurs de Tizi-Ouzou, des professionnels des wilayas de Béjaïa, Alger, Blida et Boumerdes comme invités d'honneur, marque le coup d'envoi d'une caravane pour la valorisation de la production apicole, qui va sillonner les grandes localités de la wilaya. Il est, en effet, prévu à la fin de cette foire, samedi prochain, son déplacement à Azazga, puis Ain El Hammam, Boghni et Draa Ben Khedda, pour revenir le 12 janvier à Tizi-Ouzou où cet événement sera clôturé par une grande foire, a-t-il souligné. L'un des objectifs de cette manifestation, a précisé le responsable de l'AAPMD, est de permettre aux apiculteurs de vendre leurs produits vu «l'absence d'un circuit fiable de distribution du miel». Durant cette caravane, les organisateurs ont programmé, en collaboration avec la Direction de services agricoles (DSA) et l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS), un séminaire sur la production et la commercialisation de miels de qualité, programmé durant le mois de décembre prochain. A propos de cette manifestation, M. Touati a relevé que ces foires ont incité les apiculteurs à améliorer leur produit au plan de la qualité, de l'emballage, de la présentation et de l'étiquetage. «Ils commencent aussi à diversifier leur miel en pratiquant la transhumance. Il y a aussi une diversification des produits de la ruche (pollen, gelée royale, propolis) et la transformation de ces produits pour fabriquer, entre autres, du pain d'épice, des teintures de propolis, des bougies de cire d'abeille et des produits cosmétiques», a-t-il souligné. Interrogé sur les dernières mesures annoncées par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour relancer la filière apicole, le président de l'AAPMD, qui est aussi vice-président du consortium algérien pour l'exportation du miel, a salué cette initiative. «Aujourd'hui, il y a beaucoup de choses positives qui se passent sur la scène apicole nationale, ce qui nous réjouit, et les mesures annoncées par le ministre de l'Agriculture vont permettre de mettre un terme à tous les dépassements en matière d'adultération du miel». **Akli Y.**

Annoncé hier par le P<sup>r</sup> Zitouni, coordonnateur national

# Mise en œuvre du plan anti-cancer 2015-2019

■ En marge des 9<sup>es</sup> Journées médico-chirurgicales de la Sûreté nationale, le professeur Messaoud Zitouni, coordonnateur national du plan national de lutte contre le cancer, affirme que ce plan est passé à l'étape de l'application.

Par Thinhinene Khouchi

**L**e plan national anti-cancer 2015-2019 qui vise, selon le professeur Messaoud Zitouni et son équipe «la satisfaction des malades et de leurs familles», est enfin mis en œuvre. En effet, ce dernier a déclaré hier que le plan de lutte contre le cancer est passé à l'étape de l'application, affirmant : «Nous sommes passés à la deuxième étape, qui est la plus cruciale et peut-être la plus difficile, qui est celle de l'application et la mise en œuvre du plan anti-cancer pour qu'on puisse évaluer les résultats des objectifs attendus de ce plan». Le P<sup>r</sup> Zitouni a souligné que «d'ici à la fin de l'année, on va avoir un premier rapport annuel de toutes les activités de l'année 2015 pour voir s'il y a des choses qu'il faut consolider ou d'autres qu'il faut réviser», rappelant que le Plan national anti-cancer a été adopté par le Conseil des ministres en mai dernier. Estimant que le tabagisme est à l'origine de 90% des cas du cancer du poumon et de 35% des autres maladies cancéreuses, le professeur Zitouni a appelé à déclarer le tabac ennemi public numéro un dans le cadre du plan de prévention contre le cancer. En matière de suivi, il a relevé que le plan fera l'objet d'une évaluation continue. Pour sa part, le professeur Larbi Abid a indiqué que «le cancer est une préoccupation majeure pour les décideurs, les professionnels de santé et la population en général». Il a souligné que «ce plan s'articule



autour de 8 axes stratégiques dominés par la prévention des facteurs de risque et le dépistage de certains cancers prévalant mais également sur la redynamisation du traitement». Le professeur Berkane Salah a estimé, de son côté, que «l'approche de nos spécialistes dans la prise en charge de cette pathologie est très parcellaire». Il a noté, à ce propos, que «les spécialistes n'utilisent pas tous les moyens

matériels et surtout humains pour améliorer cette prise en charge», plaidant pour que «le médecin généraliste joue pleinement son rôle, du diagnostic jusqu'au suivi du patient en passant par l'apport pré-thérapeutique». À cette occasion, le professeur Zitouni a insisté sur l'engagement du chef de l'Etat pour la mise en place de ce plan ainsi que l'apport des professionnels du secteur. «Je voudrais insister sur deux

choses. Premièrement, l'engagement politique au plus haut niveau de l'Etat, c'est-à-dire au niveau du président de la République, qui, depuis plusieurs années, a soutenu la lutte contre le cancer. Deuxièmement, c'est l'hommage que je voudrais rendre aux professionnels de santé sur le terrain et parmi eux des centaines qui exercent au niveau de la Sûreté nationale», a-t-il souligné. **T. K.**

## Incendies

### Les feux de forêt en régression durant l'été

**L**es feux de forêt ont régressé de manière «sensible» l'été dernier dans la wilaya de Constantine, a indiqué dimanche à l'APS un responsable de la conservation locale des forêts. Une superficie de moins de 83 hectares a été la proie des flammes entre les mois de juin et d'octobre de l'année en cours, dans 12 incendies, contre 334 hectares détruits durant la même période de l'année 2014, marquée par 32 sinistres, a précisé le chef du service de la faune et de la

flore à la conservation, Kheireddine Saïghi. Les forêts de d'El Djebas, dans la commune de Constantine, d'El Kentour (Zighoud-Youcef), d'El Hamblil (Ibn Badis) et de Messaoud-Boudjriou ont été le théâtre de la majorité des incendies survenus cet été, a-t-il déclaré. Ce résultat jugé «positif» est dû, selon M. Saïghi, au bon fonctionnement du dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt lancé en juin dernier, ainsi qu'à la multiplication des opérations de désherba-

ge et d'aménagement de pistes forestières effectuées avec la collaboration de la direction des travaux publics et la Société de distribution de l'électricité et du gaz-Est (SDE). Le dispositif 2015 de prévention et de lutte contre les feux de forêt avait donné lieu à la mise en place de neuf postes de vigie et de cinq brigades mobiles d'intervention dotées d'équipements anti-feux modernes, a conclu la même source.

## M'sila :

### Le projet de la «ceinture verte» bientôt réceptionné

**L**e projet de réalisation d'une «ceinture verte» sur une superficie de 100 hectares dans la wilaya de M'sila tire à sa fin et sera «bientôt» réceptionné, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation des forêts. Cette opération de reboisement qui a touché onze communes de la wilaya de M'sila, parmi les-

quelles Ouled Derradj, Ouled Mansour, Hammam Dhalaâ, Ouled Addi-Guebala et Khetouti Sed El Djir vise notamment la protection des sols contre l'érosion et l'atténuation du phénomène de désertification, a précisé la même source. L'action qui permet l'extension des surfaces forestières, accompagnée de

plusieurs autres actions dont la réalisation d'espaces de loisirs et de détente, favorisera la création d'un microclimat dans les zones steppiques arides de cette région, a-t-on ajouté. Des entreprises spécialisées, agréées par la Conservation des forêts, ont été mises à contribution pour la réalisation de ce projet de ceintu-

re verte, inscrit au titre du précédent plan quinquennal (2010-2014) comprenant, en tout, 38 opérations de développement forestier dont 23 sont achevées, a-t-on conclu à la Conservation des forêts.

**Samiha B.**

Dernières mesures gouvernementales

# Les professionnels de la filière «lait» partagés

■ Des professionnels de la filière lait ont jugé «satisfaisantes» les dernières mesures gouvernementales visant à booster ce créneau sensible de l'agriculture au moment où d'autres, plus sceptiques, y voient un «pas insuffisant» pour le relancer, déplorant un manque de soutien en amont des producteurs.

Par Souad L.

Selon des professionnels de la filière à Souk-Ahras, bassin laitier par excellence, ces mesures les «satisfont largement». Le relèvement du prix de référence du litre de lait cru de vache à 50 dinars, à savoir 36 dinars le prix de cession du lait cru aux laïteries et 14 dinars de subvention de l'Etat, contre respectivement 34 DA et 12 DA auparavant, en plus de la vente directe aux éleveurs de bovins des aliments de bétail ont été favorablement accueillis par les éleveurs et les opérateurs de la filière. Le président de la chambre de wilaya d'agriculture, Mohamed-Yazid Hambli, a encore noté que ces mesures étaient «de nature à stabiliser toute la filière, à contribuer à l'augmentation de la production et à réduire les coûts de production du lait pour les éleveurs». Ces mesures, prises après un processus de concertation engagé par le ministère de tutelle avec les représentants des éleveurs de bovins laitiers et des professionnels de la filière lait, permettront aux éleveurs d'«élargir leurs investissements» et «encourageront l'arrivée de nouveaux investisseurs notamment dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi», selon ce responsable. M. Hambli a toutefois préconisé de «suivre la mise en œuvre effective de ces mesures» et «leur renforcement par d'autres dispositions organisationnelles pour leur donner plus d'efficacité de sorte à ce que l'aide aille "effectivement" aux "vrais" éleveurs». Il serait ainsi souhaitable, selon le président de la chambre d'agriculture, que le rôle de ces chambres soit «relancé» pour qu'elles puissent «mieux contribuer à l'organisation des éleveurs au sein d'associations professionnelles et de coopératives qui accompagneraient les éleveurs avant, pendant

et après le processus de production, tout en les impliquant dans la distribution des fourrages pour écarter les spéculateurs et maintenir des prix réels». Les coopératives agricoles permettront également la collecte du lait et le contrôle de sa qualité ainsi que le développement des nouvelles technologies dont celle de l'insémination artificielle qui contribue à l'amélioration des races et réduit l'importation de vaches laitières, a encore indiqué Hambli. Les coopératives et les laïteries peuvent également mettre en place des unités de production et de conditionnement des fourrages verts, par le recours aux crédits bancaires dont les crédits R'fig et Tahadi, a encore noté le président de la chambre d'agriculture.

## L'indivision du foncier agricole, un écueil à surmonter

L'entrave «majeure» pour les éleveurs demeure cependant liée au foncier agricole dont l'état d'indivision des terres privées empêche l'accès aux crédits bancaires, a-t-il encore considéré, avant d'appeler à «davantage de coordination entre les céréaliculteurs et les éleveurs laitiers pour développer les cultures fourragères, notamment sur les terres en jachère». De son côté, le directeur des services agricoles, Abderrahmane Mansouri, a estimé «impératif» pour les investisseurs de s'impliquer dans le processus de transformation et de production de dérivés du lait dans cette wilaya où la production laitière a atteint, la saison dernière, les 110 millions de litres dont 45 millions de litres collectés. Faute de laïteries (deux seulement), l'essentiel de cette production a été transféré vers les unités de Tébessa, Guelma, Béjaïa, Annaba, El Tarf, Oum El Bouaghi et Constantine,



Ph./D.R.

a noté le même responsable. Pour Amar Djouamaâ, éleveur de bovins dans la commune de Henancha, les nouvelles mesures ont donné «un nouveau souffle» à la filière dès lors, surtout, qu'elles «devraient permettre de sauver les investissements existants». Ces mesures sont «très satisfaisantes» et «elles nous aideront à engager, comme nous l'avons toujours souhaité, un processus d'alimentation étudié ainsi que le suivi vétérinaire du cheptel», a considéré pour sa part Hassan Eddine Bahidji, gérant d'une laiterie privée, qui a appelé à «hâter l'octroi de crédits aux éleveurs et aux investisseurs», et à «dégager le foncier nécessaire». La concrétisation de ces objectifs avec, si possible, la contribution de l'université, conduira à l'augmentation de la production de lait dans

cette wilaya, à réduire la facture d'importation de lait et à la création de nombreux emplois, a encore souligné cet opérateur.

## Plus de soutien aux producteurs, un leitmotiv

Jugeant les nouvelles mesures prises par le gouvernement pour relancer la filière lait «insuffisantes», des éleveurs producteurs de lait de la wilaya de Tizi-Ouzou demandent, pour leur part, aux laïteries de les soutenir. Tout en saluant l'effort de l'Etat pour soutenir la filière à travers notamment, l'augmentation de deux dinars de la prime octroyée aux éleveurs producteurs de lait, la mobilisation d'une cagnotte de 25 milliards DA à l'investissement dans la filière lait, destinée essentiellement à la production de fourrages, aux crédits boni-

fiés au profit des éleveurs bovins laitiers, à l'achat direct des aliments des minoteries et à la création d'une banque des petits agriculteurs, ces mesures «restent insuffisantes et doivent être soutenues par les laïteries pour permettre aux éleveurs de rentrer dans leurs frais de production du litre de lait», ont-ils estimé. Même si le prix de revient, selon les concernés, est estimé à 100 DA, dans la wilaya de Tizi-Ouzou où les producteurs de lait pratiquent un élevage hors sol en raison de son relief montagneux et de la rareté du foncier agricole (la surface agricole utile (AU) ne représente que 33% de la superficie agricole totale), les éleveurs souhaitent que les laïteries fournissent de leur côté un «effort» en achetant le lait cru à environ 70 DA. Pour discuter de ces nouvelles mesures, le Conseil régional interprofessionnel du lait (CRIL) a prévu une réunion qui regroupera les producteurs de lait cru de la wilaya de Tizi Ouzou et les représentants des laïteries, dans la perspective d'aboutir à une solution allant dans le sens de l'augmentation du prix d'achat par ces dernières du prix du litre de lait, a indiqué Rabah Ouguemat, président du CRIL. S'agissant du soutien de l'accès aux éleveurs au foncier pour produire leurs fourrages, cette mesure a reçu un écho favorable de la part d'éleveurs qui ont rappelé qu'il s'agit là d'une prise en charge d'une préoccupation «pertinente» des éleveurs de Tizi-Ouzou, qui font face à un problème de cherté de l'aliment bétail qui n'est pas produit localement en raison du foncier agricole limité de la wilaya.

## Création d'un CES de la Méditerranée

### Babès apporte son soutien «total»

Le président du Conseil national économique et social (CNES), Mohamed-Seghir Babès, a apporté à Marseille son soutien «total et indéfectible» à l'idée de créer un Conseil économique et social méditerranéen qui puisse jouer un rôle dans la sensibilisation pour le développement durable. Intervenant dans le cadre d'un panel, ayant pour thème «Quelles opportunités ouvrirait la création d'un Conseil économique et social méditerranéen», le président du CNES a qualifié cette initiative de «très pertinente», en rappelant le rôle des Conseils économiques et sociaux (CES) dans la mobilisation et l'implication de la société civile organisée. Cependant, il a regretté que jusqu'à présent les principales initiatives euro-méditerranéennes «n'ont pas accordé une place de choix aux CES», relevant que les «lignes ont bougé avec la globalisation, l'apparition des

réseaux sociaux, la crise économique qui secoue le monde depuis 2008 et le prétendu «printemps arabe», conférant de nouvelles missions aux CES, avec de nouvelles approches de réalisation, notamment la mise en réseau comme moyen d'organisation du dialogue social et civil». «Une telle approche, a-t-il dit, est devenue nécessaire à la veille de l'entrée en vigueur de l'agenda mondial post-2015, pour le développement, avec les obligations de concertation et de coopération entre les sociétés civiles qu'il impose». Le président du CNES a mis en exergue, dans ce contexte, le rôle que pourrait jouer les CES dans la sensibilisation, des principaux acteurs de la société civile, pour le développement durable, avec ses trois corollaires, à savoir la croissance économique, la distribution «équitable» des fruits de cette croissance et la préservation des actifs environne-

mentaux. Il a noté, par ailleurs, qu'au niveau de la Politique européenne de voisinage (PEV), les choses «ont bougé» et pour donner, a-t-il estimé, la possibilité aux sociétés civiles organisées d'aller «plus loin» que le cadre leur étant assigné pour promouvoir le dialogue social. «Je suis de ceux qui pensent qu'il faudrait aller plus loin dans le dialogue social et civil», souligne M. Babès, appelant les pouvoirs publics à reconnaître la «capacité mandataire» des CES. Il a rappelé, dans ce contexte, la mission que lui a confiée le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à travers laquelle il a sillonné le territoire algérien pour «répondre» aux préoccupations des jeunes et connaître les attentes des citoyens».

Ahmed J./Agences

S. L/APS

## Tlemcen

# Plus de 8 000 logements prêts à être attribués dans les deux prochains mois

■ Plus de 8 000 logements de différents programmes sont prêts pour attribution dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris du wali.

Par Salim L.

Les logements seront attribués «progressivement» au courant des deux prochains mois (du 15 novembre au 15 janvier prochains), a indiqué à la presse Saci Ahmed Abdelhafidh lors d'une visite d'inspection des chantiers d'habitat dans plusieurs daïras de la wilaya, pour s'enquérir de leur fonctionnalité permettant d'accueillir leurs bénéficiaires dans les meilleures conditions. Le wali a souligné qu'un grand nombre de ces



logements est destiné à la résorption de l'habitat précaire (RHP) et du programme de logements sociaux locatifs. L'opération d'attribution se fera directement pour les bénéficiaires du programme RHP au niveau de plusieurs sites dont

hai Boudjilida (760 logements) et Oudjilida (400 unités) dans la commune de Tlemcen, hai Omar El Mokhtar (1 000 logements) à Maghnia et Sebdo (500 logements), a indiqué le wali. M. Saci a inspecté plusieurs nouvelles cités dans les daïras de

Tlemcen, Mansourah, Chetouane, Remchi et Sabra, et s'est enquis des travaux d'aménagement externe, de revêtement des routes, de création d'espaces verts et d'aires de jeux et de divertissement pour enfants, en plus de projets

sociaux et culturels d'accompagnement dont des établissements scolaires. La wilaya de Tlemcen a enregistré, en 2014 et 2015, l'attribution de 2 374 logements publics locatifs et 2 493 logements participatifs et promotionnels aidés (LSP) et (LPA). Elle a bénéficié, en outre, de 2 000 logements promotionnels aidés (LPA) dont 950 en cours de réalisation à hai (quartier) Imama et hai Boudjilida, alors que le quota de la wilaya en logements de location/vente (AADL) est de 5 000 unités dont les travaux de 2 600 ont été confiés à une entreprise turque. S. L./APS

## Mostaganem

## Lancement de la réalisation d'un camp de jeunes de 250 lits

Les travaux de réalisation d'un camp de jeunes doté d'une capacité de 250 lits ont été lancés à Salamandre (Mostaganem), a-t-on appris de la direction de la jeunesse et des sports. Cette infrastructure juvénile, à laquelle a été consacrée une enveloppe de plus de 141 millions DA, comporte trois pavillons et regroupe quatre bungalows, 20 chambres et trois salles spécialisées, outre une salle polyvalente de sports, un réfectoire, une cafétéria, un stade de proximité, un terrain de football et un théâtre de plein air, entre autres. Les délais de concrétisation de ce camp s'étendant sur une superficie globa-

le de 8 800 mètres, dont 2 465 m<sup>2</sup> bâtis, confiée à quatre sociétés, sont fixés à 12 mois au plus tard. Une accélération du rythme des travaux avec le renforcement de la main-d'œuvre permettra de le réceptionner avant ce délai. Ce camp devra renforcer, une fois opérationnel, les 15 camps que comptent les dix communes côtières de la wilaya, soit une capacité globale de 4 000 lits. Par ailleurs, le secteur de la jeunesse et des sports s'est doté dernièrement d'une auberge de jeunes de 50 lits à Stidia disposant de 19 chambres, d'un réfectoire, d'une cafétéria, d'un stade de proximité et d'une salle de

jeux. D'autres travaux sont en cours dans la wilaya au profit de ce secteur, notamment ceux d'une piscine de proximité couverte de cinq couloirs dans la commune d'Ain Nouissy. Ce projet nécessite une rallonge pour son achèvement. Une réévaluation de l'opération a vu le coût augmenter à 120 millions DA, a-t-on ajouté. Ce projet s'ajoute à la salle omnisports, au stade de football en gazon artificiel de 5<sup>e</sup> génération, soit un complexe sportif dédié à cette commune permettant de développer la pratique sportive.

Hani A.

## Tizi-Ouzou

## Lancement de deux sections d'alphabétisation en tamazight

Des cours d'alphabétisation en langue amazighe ont débuté samedi à Tizi-Ouzou au collège d'enseignement moyen Mouloud-Feraoun au profit de deux sections, a-t-on constaté. La première leçon donnée conjointement par deux enseignantes licenciées en langue amazighe, a porté sur l'alphabet amazigh, transcrit en latin, devant un groupe d'apprenants composé essentiellement de femmes. Ces cours, qui se sont

déroulés en présence du président local de l'association Iqraa spécialisée dans l'alphabétisation, Khelid Hocine, d'un représentant de la direction de l'Education, du directeur du CEM Mouloud-Feraoun et d'inspecteurs de l'Education, concerneront, dans un premier temps, deux sections de 25 apprenants chacune et issus de la commune de Tizi-Ouzou, a indiqué M. Khelid. L'ouverture d'autres sections à travers le territoire de la

wilaya reste tributaire de la demande et du recrutement d'enseignants, a-t-il précisé. Les cours auront lieu chaque mardi au CEM Mouloud-Feraoun et se poursuivront jusqu'à juin prochain. Des apprenants, notamment des femmes âgées, prépareront durant ce cursus des recueils de contes qu'elles ont appris de mère en fille, ou des poèmes appris ou qu'elles ont elles-mêmes composés. Ces

cours d'alphabétisation en tamazight qui ont attiré même des personnes instruites, dont des arabophones qui veulent apprendre à parler et à écrire en tamazight, sont organisés au titre d'une convention signée entre le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) et l'association Iqraa. Ils toucheront, dans un premier temps, neuf wilayas que sont Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Alger, Batna, Ghardaïa, Setif et Oran.

Ahmed H.

## Tissemsilt

## Premières journées de la créativité et de la culture à Theniet El Had

Les premières journées de la créativité et de la culture ont été ouvertes à la maison de jeunes de Theniet El Had (Tissemsilt) sous le slogan «une enfance sécurisée, un avenir prometteur». Initiée par l'association culturelle et artistique «El wissal» de protection de l'enfance, en collaboration avec la maison de jeunes précitée, dans le cadre de la célébration du 61<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale, cette manifestation comporte des concours de dessin, des travaux manuels, de la poésie et des soirées de chant dans les genres andalou et chaabi. Les enfants de

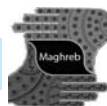
cette ville seront au rendez-vous avec deux représentations théâtrales produites par la troupe relevant de la maison de jeunes. Une gamme d'instruments de musique utilisés dans le chaabi est exposée à cette occasion, de même que des outils de décoration de théâtre et des travaux réalisés par des enfants adhérents à l'association en dessin et travaux manuels. Un stand est consacré, au titre de cette manifestation de quatre jours, à la calligraphie arabe, mettant en exergue des œuvres de Taibouni Mustapha, natif de la ville de Theniet El Had. Cette manifestation sera ponctuée par une cérémonie

en l'honneur de figures artistiques et culturelles de la wilaya et de moudjahidine de Theniet El Had. Ce rendez-vous a pour objectif d'éduquer et de sensibiliser l'enfant sur l'importance des arts dans la vie humaine, notamment la musique et le théâtre, en plus de la détection de talents artistiques. L'association culturelle et artistique «El wissal» vise, à travers cette manifestation, à créer un atelier de formation dans le domaine de la calligraphie arabe, qui constituera le noyau d'une école qu'elle prévoit de lancer, selon son président Ali Chawki.

N.O./Agences

## Nâama Vif intérêt des diplômés pour la caravane sur le travail et la sécurité sociale

UN VIF INTÉRÊT a été manifesté par des diplômés demandeurs d'emploi à l'égard de la caravane d'information sur les activités du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, qui a observé une halte à Mécheria (30 km au nord de Naâma), a-t-on constaté. Questionnés, de nombreux jeunes visiteurs de cette caravane, qui devra sillonner deux jours durant les grandes communes de la wilaya de Naâma, ont formé le vœu de monter leurs propres entreprises et de tirer profit des avantages des différents dispositifs de soutien à l'emploi. Ils ont souhaité, à cette occasion, la levée du gel sur certaines activités de services, dont le financement a été suspendu, selon nombre d'entre eux. Cette mesure a été prise, selon les responsables du secteur, suite à la saturation du marché en la matière et dans le but d'encourager les jeunes à opter pour d'autres activités disponibles et répondant à la vocation économique de la région, dont celles agro-pastorales, touristiques et d'artisanat. Cette caravane a été mise à profit par les jeunes pour glaner plus d'informations sur les nouvelles dispositions prises par l'Etat pour encourager les jeunes promoteurs, notamment dans les créneaux jugés vitaux pour le marché local, et sur les mesures incitatives en faveur des employeurs des jeunes chômeurs, aussi bien les diplômés que les sans niveau scolaire requis. Des encadreurs et responsables des dispositifs et organismes de soutien à l'emploi ont, à ce titre, fourni des explications sur les dispositifs permettant le montage d'entreprises, la création d'emplois stables au profit des jeunes, et la vulgarisation des opportunités offertes par les organismes de soutien à l'emploi. R.R.



Crise politique, sécuritaire et institutionnelle en Libye

## Le Conseil de sécurité se dit «inquiet»

Exprimant sa «préoccupation à propos de la poursuite des combats, des destructions et de la détérioration de la situation humanitaire dans diverses parties du pays», le Conseil a appelé à mettre immédiatement fin à la violence, indique un communiqué du Conseil. L'accord politique pour la formation d'un gouvernement d'entente nationale, finalisé par les parties libyennes au mois d'octobre, présente une opportunité réelle de résoudre la situation actuelle, après des consultations amples et exhaustives réalisées dans le cadre du dialogue mené par les parties sous l'égide de l'ONU.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a fait part, samedi, de son inquiétude face à la crise politique, sécuritaire et institutionnelle en cours en Libye et à la menace croissante du terrorisme dans le pays. Exprimant sa «préoccupation à propos de la poursuite des combats, des destructions et de la détérioration de la situation humanitaire dans diverses parties du pays», le Conseil a appelé à mettre immédiatement fin à la violence, indique un communiqué du Conseil. L'accord politique pour la formation d'un gouvernement d'entente nationale, finalisé par les parties libyennes au mois d'octobre, présente une opportunité réelle de résoudre la situation actuelle, après des consultations amples et exhaustives réalisées dans le cadre du dialogue mené par les parties, sous l'égide de l'ONU.

Le Conseil a exhorté tous les participants libyens au dialogue à approuver et à signer l'Accord politique pour la formation d'un gouvernement d'entente nationale et a appelé toutes les parties prenantes libyennes à travailler rapidement à la mise en place de ce gouvernement, pour le bénéfice de tous les Libyens.

Les membres du Conseil ont encouragé la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) à déployer les efforts nécessaires pour coordonner l'assistance internationale à l'appui du futur gouvernement d'entente nationale.

Le Conseil a condamné la poursuite des attaques menées par Daech, Ansar al-Charia, et tous les autres groupes, per-



sonnes, entreprises et entités associés à Al-Qaïda opérant en Libye, notamment à Syrte, avant d'ajouter qu'il est prêt à prendre des sanctions contre ceux qui

menacent la paix, la stabilité et la sécurité de la Libye ou qui compromettent la réussite de sa transition politique.

Les membres du Conseil de sécurité

ont réaffirmé leur ferme attachement à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la Libye.

Salem K.

### Autodétermination du peuple sahraoui

## L'UE réitère son soutien à une solution juste garantissant le droit

La Haute Représentante de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, a exprimé sa «préoccupation» quant à la situation des droits de l'homme au Sahara occidental, réitérant le soutien de l'UE à une solution «juste» garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, a rapporté samedi l'agence Europa Press. «L'UE soutient les efforts du Secrétaire général des Nations unies pour parvenir à un règlement juste, durable et mutuellement acceptable par les deux parties au conflit, prévoyant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le contexte d'accords conformes avec les principes et objectifs de la Charte des Nations unies», a déclaré M<sup>me</sup> Mogherini dans une réponse à l'eurodéputé Paloma Lopez, a précisé l'agence. Les représentants du parti espagnol Podemos au Parlement européen ont exhorté M<sup>me</sup> Mogherini à «des actions concrètes de l'UE dès que possible pour relancer les négociations» entre le Front Polisario et le Maroc pour régler «le statut final du territoire sahraoui» et mettre fin à l'occupation marocaine, tout en appelant l'UE à nommer un envoyé spécial pour le Sahara occidental, a ajouté la même source. Concernant les violations des droits humains et l'interdiction d'accès des délégations étrangères aux territoires occupés du Sahara occidental, la chef de la diplo-

matie européenne a noté que l'UE maintient des «contacts» avec les organisations de la société civile et de défense des droits de l'Homme. Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique qui est occupée illégalement par le Maroc depuis plus de 40 ans.

### Des parlementaires norvégiens réaffirment le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Le Groupe parlementaire norvégien pour le Sahara occidental a réitéré son soutien au peuple sahraoui et réaffirmé son droit à l'autodétermination et à l'indépendance de l'occupation marocaine, à l'occasion d'une journée d'étude organisée au siège du Parlement à Oslo, a rapporté samedi l'Agence de presse sahraouie (SPS). Dans son intervention à l'ouverture de cette journée placée sous thème «le Sahara occidental : 40 ans sous l'occupation», la présidente du groupe parlementaire pour le Sahara occidental, M<sup>me</sup> Trine Skei, également chef du Parti libéral norvégien, a souligné que l'organisation de cette journée «reflète l'attention croissante accordée à la juste cause du peuple sahraoui au niveau de la politique norvégienne».

Pour sa part, le professeur de droit à l'Université de Stockholm, Paul Warnock, a axé son intervention sur les recomman-

dations du droit international concernant le Sahara occidental, rappelant l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ), qui avait tranché en 1975 l'existence de liens de souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

Paul Warnock a également réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Il a en outre abordé le statut juridique du Sahara occidental en tant que territoire occupé, ce qui rend toute exploitation des ressources naturelles par l'occupant marocain une violation flagrante du droit international, les territoires en processus de décolonisation. De son côté, la vice-présidente du Parlement panafricain, M<sup>me</sup> Suelma Beiruk, présente à la rencontre, a parlé des étapes du processus de règlement africain-ousiniennes et le rôle d'avant-garde joué par l'Union africaine (UA) en vue d'accélérer le processus de décolonisation de la dernière colonie en Afrique.

Intervenant à cette occasion, le coordinateur du Comité norvégien de soutien au Sahara occidental, Eric Hagen, a affirmé la «convergence» de la classe politique norvégienne sur le soutien du droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, inscrit dans la Charte des Nations unies et les conventions internationales pertinentes.

L'ancien commandant des forces de la Minurso, Kurt Mosgaard, a, à son tour,

rappelé que la tâche principale de la Minurso est l'organisation d'un référendum libre et juste pour la décolonisation du territoire, insistant sur la nécessité d'élargir le mandat de la Minurso pour y inclure la surveillance et le rapport sur la situation des droits humains dans le territoire. Le président du Fonds norvégien de soutien des étudiants et des professeurs, Niklas Paulsen, a saisi cette occasion pour réitérer la position de son organisation en faveur du droit du peuple sahraoui, rappelant les initiatives prises par son organisation en matière de sensibilisation autour de la question sahraouie dans son pays. L'ancien prisonnier politique sahraoui, El Wali Amaidan, a parlé de «ses souffrances durant son emprisonnement et les violations des droits humains perpétrées par les autorités d'occupation marocaines contre les civils sahraouis dans les territoires occupés». Pour rappel, le Groupe parlementaire norvégien pour le Sahara occidental a été créé en décembre 2014, et comprend des représentants de cinq partis politiques norvégiens.

Dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental a été colonisé par le Maroc, il y a presque 40 ans, en 1975, après le départ des troupes espagnoles, et reste à ce jour inscrit à l'ONU au chapitre des territoires à décoloniser selon les règles du droit international en la matière.

Dalil Y.



## Cisjordanie

# Six Israéliens blessés dans des attaques, l'un des assaillants tué

■ Six Israéliens ont été blessés, hier, dans des attaques en Cisjordanie menées par des Palestiniens, dont l'un a été tué, dernier épisode en date des violences dans le territoire occupé, a-t-on indiqué de sources israéliennes.

Par Ali O.

Un responsable militaire a prévenu que l'actuelle vague de violences, qui a commencé début octobre, allait se poursuivre. « Cette situation va perdurer avec des hauts et des bas au moins pendant les prochains mois. Nous nous organisons en conséquence et nous sommes prêts à y faire face même pendant une longue période », a déclaré le colonel Israël Shomer, commandant d'une division déployée en Cisjordanie, à la radio militaire. « Nous ne pensons pas que nous allons vers une situation extrême, mais elle peut devenir plus dure ». Les nouvelles violences surviennent le jour de départ du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour les Etats-Unis, où il doit rencontrer aujourd'hui le président Barack Obama. Dans la matinée, un Palestinien a lancé sa voiture contre un groupe d'Israéliens près d'un important barrage de l'armée, blessant quatre d'entre eux dont deux sérieusement, selon la police.

L'attaque a eu lieu à une station où des Israéliens ont l'habitude de faire de l'auto-stop au sud de Naplouse. Des gardes-frontières israéliens, qui se trouvaient à proximité, ont ouvert le feu en direction de l'assaillant et l'ont tué, a-t-elle ajouté. Plus tard, un garde de la colonie de Beitar Illit située en Cisjordanie, au sud de Jérusalem, a été blessé à coups de couteau par une Palestinienne. « Le garde a répli-

qué à la menace immédiate qui pesait sur lui et tiré contre son assaillant », a-t-on ajouté sans préciser si l'assaillant avait été tué ou blessé. En début d'après-midi, un colon israélien a été grièvement blessé à coups de couteau par deux Palestiniens qui ont pris la fuite, alors qu'il effectuait des achats dans un village palestinien de Cisjordanie occupée, selon le ministère israélien de la Défense. Ce résident de la colonie Immanuel s'était arrêté dans le village palestinien de Nabi Ilyas situé près de la ville de Quaqilya lorsque deux Palestiniens l'ont agressé à coups de couteau dans le ventre. Il a réussi à prendre sa voiture et est arrivé à un check-point de l'armée israélienne où il a été soigné, a ajouté le ministère.

Depuis le début octobre, dans les territoires palestiniens et en Israël, heurts et attaques ont fait 74 morts côté palestinien - dont un Arabe israélien - et neuf côté israélien. Une grande majorité des Palestiniens tués l'ont été parce qu'ils projetaient ou menaient des attaques selon Israël.

Ce nouveau cycle d'attaques et de heurts fait planer le spectre d'un nouveau soulèvement palestinien ou intifadha. La communauté internationale, ONU en tête, multiplie les appels à la retenue et au retour aux négociations suspendues depuis plus d'un an, exhortant Palestiniens et Israéliens à faire cesser l'effusion de sang.

A. O.



PHOTO: D. K.

## Birmanie

## Participation massive aux premières élections libres en 25 ans

Les Birmans ont participé hier en masse et dans le calme aux premières élections libres du pays en 25 ans, pour lesquelles l'opposante Aung San Suu Kyi est donnée favorite après des années de dissidence.

Aucun résultat définitif ne sera annoncé avant plusieurs jours, dans ce pays pauvre à l'administration défaillante, sans tradition électorale. Les bureaux de vote ont fermé à l'heure prévue, en fin d'après-midi, et la commission électorale a annoncé une participation de 80% des plus de 30 millions d'électeurs, selon les premières estimations. De premiers résultats préliminaires devraient être annoncés aujourd'hui matin.

« Attendez les résultats chez vous. Et quand les résultats tomberont, je veux que vous les acceptiez dans le calme », a déclaré Aung San Suu Kyi, surnommée « Mère Suu » par de nombreux Birmans, dans un message lu à la foule venue, à la nuit tombée, devant le siège de son parti.

« J'aime Mère Suu. D'un amour inconditionnel... Je resterai ici jusqu'à ce que les résultats tombent », affirme Tin Tin Oo, une militante de 44 ans, parmi les milliers de Birmans rassemblés pour célébrer la victoire. Certains se dispersent, déçus que l'opposante ne se joigne pas à la fête.

La dirigeante de l'opposition a un statut d'icône dans son pays, après avoir passé plus de 15 ans en résidence surveillée. Elle même a voté, à 70 ans, pour la

deuxième fois seulement dans son propre pays. Vêtue de rouge, couleur de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), Aung San Suu Kyi a déposé son bulletin dans l'urne en début de matinée dans une école du centre de Rangoun, cernée par des médias du monde entier.

Acclamée par des partisans criant « victoire », Suu Kyi s'est rendue ensuite dans sa circonscription électorale de Kawhmu, à quelques heures de Rangoun, où elle espère se faire réélire à son poste de députée, décroché lors de législatives partielles en 2012 qui avaient été un raz-de-marée pour la LND.

Loin de la cohue médiatique entourant Suu Kyi, le président Thein Sein a voté en milieu de journée à Naypyidaw, la capitale administrative de Birmanie, avant d'exhiber son doigt teinté d'encre - preuve de vote -, un geste devenu un symbole sur les réseaux sociaux. Son parti, l'USDP, formé d'anciens généraux, est le principal obstacle dressé sur la route de la LND. Après la fermeture des bureaux, Alexander Graf Lambsdorff, le chef de la mission d'observateurs européens, a assuré n'avoir « pas observé de signes de fraudes ». Mais « le processus est loin d'être terminé » et tout peut arriver lors du décompte ou du transport des urnes.

En attendant qu'une tendance se dessine, la tension était forte, après des mises en garde des autorités selon lesquelles

elles ne toléreraient aucune imitation des révolutions de type révolution arabe. « Il n'y a qu'une raison pour nous de ne pas accepter le résultat du scrutin », a expliqué le chef de l'armée, Min Aung Hlaing.

Lors des dernières élections nationales jugées libres, en 1990, la junte s'était laissé surprendre et avait laissé la LND concourir et gagner. Mais les résultats n'avaient pas été reconnus et Aung San Suu Kyi, alors en résidence surveillée, n'avait pas pu voter. Et en 2010, la LND avait boycotté les élections.

Ce scrutin est donc considéré comme un test du succès éventuel de la transition démocratique amorcée il y a quatre ans, avec l'autodissolution d'une junte ayant régné d'une poignée de fer depuis 1962.

Mais des nuages se sont accumulés, la LND dénonçant des irrégularités dans des villages du delta de l'Irrawaddy.

L'opposition et les observateurs avaient déjà pointé des problèmes : chaos du vote anticipé à l'étranger, impossibilité de voter pour des centaines de milliers de Rohingyas musulmans privés de papiers d'identité et annulation du vote dans des régions en proie à des conflits ethniques.

Les observateurs européens ont finalement été autorisés à entrer dans les bureaux de vote installés pour les militaires dans les casernes, au moins pour la dernière partie du décompte.



## Points chauds

### Front républicain

Par Fouzila Mahmoudi

Si les Français ont depuis quelques années changé leur fusil d'épaule concernant le Front National, de plus en plus considéré comme un parti comme les autres, il semblerait que la méfiance envers le mouvement de Marine Le Pen soit tout de même encore de mise pour une petite majorité de la population. Les prochaines élections régionales de décembre seront ainsi une bonne occasion de voir l'évolution du vote FN auprès des électeurs et surtout si les autres partis, malgré les réticences des bureaux politiques de droite comme de gauche, seront favorables à la mise en place d'un front républicain pour faire barrage au parti frontiste. Dans les régions où il arriverait en troisième position, derrière la droite et le FN, six Français sur dix souhaitent que le PS ne se maintienne pas au second tour des élections régionales ou fusionne avec les listes de droite, selon un sondage publié il y a quelques jours : « Si dans certaines régions, au premier tour des régionales, le candidat socialiste arrivait nettement derrière le candidat de la droite et celui du Front national ? » Dans cette hypothèse, 60% des personnes interrogées souhaitent le désistement (33%) ou la fusion (27%) des listes socialistes avec celles de droite, selon cette enquête. En revanche, 38% souhaitent que « le candidat socialiste se maintienne au second tour ». Dans une proportion quasi identique, 62% des sondés se disent « plutôt inquiets » d'une victoire du FN dans « une ou plusieurs régions », mais tout de même 37% se disent « plutôt satisfaits » à l'évocation de cette hypothèse. Lors des élections régionales des 6 et 13 décembre, le FN espère l'emporter dans les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Paca. Marine Le Pen semble d'ailleurs assez sûre de sa victoire et semble déjà prête à se lancer dans la présidence de cette région avant d'entrer dans la course à la présidentielle qui lui sera apparemment, d'après tous les sondages, encore plus favorable que ne lui a été celle de 2012 où elle était déjà arrivée en troisième position. Front républicain ou pas, le second tour est aujourd'hui à portée de main du FN, et seul un changement radical dans les intentions de vote des Français pourra changer la donne d'ici à 2017.

F. M.



Constantine 2015

# Hard rock et heavy metal au rendez-vous

■ Le festival 213 Fest, dédié à la musique heavy metal (ou hard rock), s'est ouvert samedi à la maison de la culture Malek-Haddad de Constantine, en mettant plein les oreilles aux jeunes fans de ce genre musical.

Par Adila S./APS

Organisé par l'association locale ACT (Art et culture avec tact), l'événement, le premier du genre dans la ville des ponts, inscrit dans le cadre du programme de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», a drainé une foule nombreuse de jeunes qui a transformé la salle en «arène musicale» où blousons de cuir et «santiags» ont fait bon ménage.

Le bal de cette première édition a été ouvert avec le groupe Traxxx de Tizi-Ouzou. Composée de Mustapha à la batterie, Omar à la basse et au chant, Yanis à la guitare, Lotfi au clavier et Cherif aux percussions, le groupe rapidement déchaîné, a présenté des tubes de ses Albums «I hate», «Sawt al Ahrar», en arabe, en français et en tamazight que le public semble parfaitement connaître.

Dans une fusion originale de rock et de gnawa, la troupe a produit un langage musical très original qui a littéralement transporté un public ne tenant plus en place.

Sans aucune pitié pour les enceintes acoustiques qui n'en finissaient pas de vibrer, le groupe Acyl a pris le relais pour entamer, dès son apparition sur scène, une improvisation aux sonorités guembri et karkabou, faisant monter d'un cran une ambiance déjà à son paroxysme. Le groupe enchaîne avec «Angel sins», un morceau dédié à la situation difficile vécue par l'Algérie dans les années 1990, pour



Groupe Traxxx de Tizi Ouzou

enchaîner, sans transition, avec «Evil depth» pour évoquer la nature humaine dans toutes ses dimensions. Aux rythmes des guitares amplifiées et aux percussions typiquement algériennes (derbouka), le groupe a présenté «Mercurial» et «Caldera», des chansons reprises en chœur par les jeunes présents. Amine Benothmane, le chef du groupe, annonce ensuite «Guillotina», en hommage, a-t-il tenu à préciser, «aux Hommes qui ont déclenché la guerre de Libération nationale et à tous ceux qui sont morts pour que vive l'Algérie». La chanson, titre-phare du prochain album d'Acyl, interprétée en arabe et en chaoui, a été longuement ovationnée par un public aux anges et qui en redemandait. Pour Hichem Kikaye, membre de l'association ACT et un des organisateurs de cet événement, 213 Fest est aussi une rencontre musicale «favorisant les échanges entre groupes algériens de rock». Affirmant que la musique est «réellement un langage uni-

versel rapprochant les cultures et les peuples», l'organisateur a insisté sur le fait que la fusion «n'appauvrit pas le patrimoine musical, mais contribue bel et bien à son enrichissement». Trois autres groupes sont attendus pour animer le deuxième jour du 231 Fest, en l'occurrence Numidas, Oktav et Arkan, a précisé Hichem Kikaye. L'association ACT, composée de musiciens et d'amateurs de musique rock et hard rock, a été créée en 2013.

A. S./APS

Palais du Bey

## 40 manuscrits arabes conservés aux Pays-Bas exposés

Quelque 40 reproductions de manuscrits en langue arabe conservés aux Pays-Bas seront présentées samedi soir au cours d'une exposition au palais du Bey de Constantine portant sur «l'art du livre islamique», a indiqué l'ambassadeur de ce pays à Alger, Willemijn van Haften.

Il s'agit d'une initiative par laquelle le royaume des Pays-Bas contribuera à la grande manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», a précisé la diplomate lors d'une conférence de presse organisée au siège du commissariat de cet événement culturel.

Ces manuscrits font partie de la collection de la bibliothèque de l'université de Leyde, aux Pays-Bas, où sont conservés 2 000 manuscrits en langues persane et turque ottomane et 4 000 autres en langue arabe, a-t-elle expliqué. «La beauté des manuscrits islamiques réside,

dans une large mesure, dans l'art, superbe au demeurant, de la calligraphie et des miniatures», a estimé M<sup>me</sup> van Haften, soulignant que l'ambassade a sélectionné des reproductions des plus belles calligraphies et illustrations pour cette occasion.

Cette collection «témoigne de la richesse et de la diversité des relations scientifiques, culturelles et diplomatiques entre les deux pays depuis des siècles», a-t-elle ajouté, faisant part de son bonheur «de voir le public algérien admirer ces reproductions».

### Mihoubi : l'activité culturelle des Pays-Bas en Algérie est dynamique

L'activité culturelle des Pays-Bas en Algérie est «dynamique» et constitue un «signe fort» pour la consolidation des relations

historiques entre les deux pays, a estimé, samedi soir à Constantine, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. Intervenant au palais du Bey, à l'ouverture d'une exposition de manuscrits arabes conservés aux Pays-Bas intitulée «l'art du livre islamique», le ministre, accompagné de l'ambassadeur de ce pays à Alger, M<sup>me</sup> Willemijn van Haften, et des autorités locales, a indiqué que la Hollande «a toujours été présente en Algérie dans le cadre de différentes activités culturelles initiées dans les domaines du cinéma et de la musique symphonique, notamment».

Le ministre, qui a sillonné les différentes ailes du salon, riche de tableaux et de manuscrits arabes anciens, exposés dans cette exposition organisée dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», a indiqué que

ces documents historiques remontant aux 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> siècles démontrent que les musées et les universités des Pays-Bas disposent d'un «réservoir» important du patrimoine arabe et musulman.

M. Mihoubi a mis l'accent sur une participation «de choix» à cette manifestation, celle, en l'occurrence, d'un des historiens les plus renommés des Pays-Bas, à savoir Gérard van Krieken qui a évoqué les relations historiques entre l'Algérie et son pays à travers les récits et les témoignages des voyageurs hollandais qui ont visité l'Algérie durant le 16<sup>e</sup> siècle. De son côté, l'ambassadeur des Pays-Bas a indiqué que son pays entendait montrer au public algérien, à travers cette exposition, «la beauté et la sagesse» que contiennent les manuscrits arabes et «mettre en lumière la profondeur des liens historiques entre son pays

et la nation arabe».

Une quarantaine de reproductions de manuscrits en langue arabe, conservés aux Pays-Bas, ont été présentées dans cette exposition qui ne prendra fin que le 6 décembre prochain.

Le ministre de la Culture avait auparavant inauguré, au palais de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa, une exposition d'arts plastiques intitulée «Territoires arabes», à laquelle ont pris part des artistes de plusieurs pays arabes dont le Liban, l'Irak, le Maroc et la Tunisie, entre autres.

Yanis G.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

#### Galerie Ezzouar

Jusqu'au 12 novembre :

Exposition de l'atelier Soupçon d'art, intitulée «La céramique autrement». Cet atelier est animé par Rachida et Samia Merzouk et le plasticien Karim Sergoua.

#### Galerie d'art Dar El-Kenz

Jusqu'au 14 novembre :

Quinzième Salon d'automne du petit format, avec la participation d'une vingtaine d'artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Myriem Aït El-Hara, Moncef Guita, Noureddine Chegrane, Mohamed Massen, Hellaï Zoubir et Moussa Bourdine.

Alger

## Clôture du 20<sup>e</sup> Salon international du livre

Le 20<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila), qui s'est tenu au palais des Expositions des Pins maritimes à Alger, a pris fin samedi soir.

Cette édition, dont la France a été l'invitée d'honneur, a réuni 290 éditeurs algériens aux côtés

de 620 exposants étrangers venant d'une cinquantaine de pays.

Ouvert au public depuis le 29 octobre, le Sila aura accueilli de nombreux visiteurs venus d'horizons divers allant des étudiants et écoliers en quête d'ouvrages

spécialisés et d'apprentissage de langues étrangères, aux familles à la recherche de livres parascolaires, en passant par des lecteurs friands de littérature ou d'ouvrages à caractère religieux.

Cette année, le Sila a été mar-

qué par la remise du Prix Assia Djebar du roman, attribué à trois jeunes auteurs en langue arabe, amazighe et française (respectivement Abdelwahab Aissaoui, Rachid Boukharoub et Amine Aït Hadi).

R. C.

## Coup-franc direct



### Quand on fait fuir les compétences

Par Mahfoud M.

Le jeune coach de l'Entente de Sétif, Kheireddine Madoui, a décidé de mettre les voiles et de voir ailleurs, après avoir ramené quatre titres au club cher aux gars des Hauts-Plateaux dont le prestigieux titre de la Ligue des champions et dans un laps de temps très court. Madoui a longtemps retardé l'échéance parce qu'il aime l'ESS à laquelle il voue un très grand respect, il en est un pur produit et à même fait les beaux jours de ce club en tant que joueur. Le technicien sétifien ne pouvait plus continuer à travailler dans ce climat malsain avec les insultes qui fusaiement partout après chaque faux pas à domicile. Le public était devenu arrogant et demandait plus alors qu'il est connu qu'un club ne peut pas se maintenir au sommet éternellement. Le président Hammar avait pourtant soutenu son entraîneur et avoué que le club avait perdu un grand homme avant d'être un technicien, mais cela ne change rien pour Madoui. On est entraîné de faire fuir les compétences et vider notre championnat de nos meilleurs techniciens. Pourquoi les fans se comportent de la sorte et poussent à bout les techniciens ? Il faut savoir que ces soi-disant supporters n'ont de respect que pour les noms «sonnants et réverbérants» et ne font pas confiance aux jeunes qui ont pourtant prouvé ce dont ils étaient capables sur le terrain.

M. M.

## Ligue 2 Mobilis (11<sup>e</sup> journée) L'USMBA toujours leader, l'OM et la JSMB assurent

L'USM BEL-ABBES a conservé sa place en tête du classement avec trois longueurs d'avance sur ses concurrents directs, malgré le nul concédé chez le dauphin ASO Chlef (0-0), lors de la 11<sup>e</sup> journée de Ligue 2 Mobilis, disputée ce week-end et marquée par les victoires en déplacement de la JSM Béjaïa chez l'AS Khroub (1-0), et de l'US Chaouïa contre le MC Saïda (2-1). L'ASO Chlef et le CA Batna (2<sup>e</sup> ex-aequo avec 18 points) étaient les seuls, en effet, à pouvoir titiller le leader au cours de cette 11<sup>e</sup> journée, à condition de gagner.

Mais le fait de s'être contentés d'un nul vierge chacun, respectivement contre l'USMBA et le CA Bordj Bou-Arréridj, les a maintenus à la même position, avec désormais 19 points.

Les principaux bénéficiaires de cette 11<sup>e</sup> journée ont donc été la JSM Béjaïa, l'Olympique de Médéa et le MC El Eulma qui, à la faveur de leurs victoires respectives contre l'AS Khroub, le CRB Aïn Fekroun et l'Amel Boussaâda se hissent au pied du podium. Le mérite des Béjaïouis est d'autant plus grand qu'ils sont allés chercher les trois points nécessaires à cette ascension chez une coriace équipe de l'ASK, réputée pour être très difficile à manier sur son terrain.

Contrairement à l'OM et le MCEE, qui jouissaient de l'avantage du terrain. Le Paradou AC, compte également parmi les grands bénéficiaires de cette

journée, sa victoire (3-1) en déplacement chez l'USMM Hadjout l'ayant éloigné davantage de la zone rouge, le positionnant désormais au milieu du tableau avec 14 points.

Dans le bas du tableau, l'US Chaouïa peut également se targuer d'avoir réussi une très bonne opération suite à sa victoire en déplacement (2-1) chez le MC Saïda, car cette performance le ramène à seulement une longueur du premier club non reléguable, le MC Saïda, qui compte 12 points.

### RÉSULTATS ET CLASSEMENT:

ASO-USMBA	0-0
USMMH- PAC	1-3
MCS- USC	1-2
OMA-JSMS	2-0
OM- CRBAF	1-0
CABBA- CAB	0-0
ASK-JSMB	0-1
MCEE- ABS	1-0

	Pts	J
1). USMBA	22	11
2). ASO Chlef	19	11
→). CA Batna	19	11
4). O. Médéa	18	11
5). JSM Béjaïa	16	11
→). MC El Eulma	16	11
7). AS Khroub	15	11
→). CABB Arréridj	15	11
9). JSM Skikda	14	11
→). Paradou AC	14	11
11). A Boussaâda	13	11
→). OM Arzew	13	11
13). MC Saïda	12	11
14). US Chaouïa	11	11
15). USMMHadjout	11	11
→). CRBAF	9	11

### Championnat saoudien

## Madoui attendu aujourd'hui à Djeddah

L'ENTRAÎNEUR de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne), Kheireddine Madoui, est attendu aujourd'hui en Arabie saoudite pour finaliser son engagement avec la formation d'Al-Wihda (division 1 de football), a-t-on appris samedi auprès d'une source proche du club des Hauts-Plateaux. Madoui, qui avait conduit l'Entente au sacre en Ligue des champions d'Afrique la saison dernière, campe sur sa position de quitter l'ESS en dépit de l'insistance du

président Hacem Hamar, qui tient à ses services. Toutefois, la défaite concédée vendredi à Sétif face à l'USM Harrach (1-0) dans le cadre de la 11<sup>e</sup> journée du championnat est venue accroître les chances de départ de Madoui, qui devrait se réunir samedi après-midi avec son président pour résilier son contrat. De son côté, le président d'Al-Wihda Hicham Mourssi a affirmé à la presse saoudienne avoir trouvé «un accord de principe» avec Madoui.

### Equipe nationale

## Le stage débute officiellement

■ C'est hier après-midi qu'a débuté le stage de préparation en prévision du match comptant pour les éliminatoires du Mondial russe face à la Tanzanie, le 14 novembre prochain à Dar Essalam.

Par Mahfoud M.

Le staff technique a regroupé, d'abord, les joueurs locaux qui ont rejoint le Centre de préparation des équipes nationales de Sidi Moussa, en attendant que les autres éléments professionnels rejoignent le groupe pour être au complet. La première séance d'entraînement lors de ce regroupement était prévue hier matin avec un travail quelque peu léger avant d'entrer dans le vif du sujet pour préparer le rendez-vous tanzanien dans les meilleures conditions. Les premiers professionnels à arriver à Alger sont les joueurs évoluant en France, mais il y aura aussi ceux évoluant en Angleterre, en Turquie et en Tunisie. Par ailleurs, on croit savoir que le joueur de Beni Yas, Belfodil, sera le dernier à arriver vu qu'il est pris par un match avec sa formation. La séance de mardi devrait regrouper tous les joueurs qui rallieront Alger pour ce stage avant de s'entraîner au stade Tchaker mercredi. La délégation algérienne ralliera ensuite Dar Essalam jeudi, à bord d'un avion spécial. Ce stage reste très



Les Verts reprennent le travail

important pour le coach national Christian Gourcuff qui souhaite reprendre en main les choses afin de réussir ce match aller et oublier les turbulences qui ont secoué le groupe après les deux dernières sorties amicales face à la Guinée et au Sénégal jouées au stade du 5-Juillet d'Alger. Gourcuff souhaite revenir de là-bas avec un résultat probant qui

lui permettra de jouer la manche retour avec sérénité et donc prendre une option pour la qualification au prochain tour. Le coach des Verts sait ce qui l'attend et reste confiant quant à la possibilité de décrocher un résultat probant même s'il sait qu'il faudra se battre à fond pour éviter une déconvenue.

M. M.

### Rallye raid international d'Algérie

## La première édition n'a pas été à la hauteur

Les participants au Rallye raid «Sahari international» d'Algérie, qui a pris fin samedi avec le déroulement de la 6<sup>e</sup> et dernière étape entre Laghouat et Alger, sont quasi unanimes à dire que «cet événement n'a pas été à la hauteur» tant le circuit était parsemé d'embûches, tout au long de la compétition. «Les organisateurs de ce rallye auraient peut-être dû consacrer plus de temps à préparer l'événement, en faisant appel à des experts étrangers pour les aider dans cette tâche», ont indiqué samedi certains participants. En effet, la 1<sup>re</sup> étape de ce rallye,

lundi dernier entre Alger et Laghouat (380 km) a été annulée pour des «raisons sécuritaires», notamment, «la présence de camions et semi-remorques» sur le circuit qui auraient pu mettre en danger la vie des pilotes, particulièrement celle des motards. La 3<sup>e</sup> étape de ce rallye, entre El-Ménia et Timimoum, fut également annulée, et cette fois les organisateurs ont évoqué «des raisons techniques», sans communiquer davantage de détails. Seule la 2<sup>e</sup> étape de ce rallye s'est relativement bien passée et les participants ont pensé qu'après l'échec de la première

étape, les choses étaient enfin rentrées dans l'ordre et que la course allait se poursuivre dans de bonnes conditions. Mais les soucis sont vite revenus et ce, dès l'étape suivante. La 4<sup>e</sup> étape a été ainsi marquée par une importante désorganisation, à tel point que les concurrents ne connaissaient même pas le point d'arrivée. Les journalistes chargés de la couverture de ce rallye ont eu droit, eux aussi, à leur part de soucis, notamment en ce qui concerne l'obtention des résultats, de l'information et la connexion à Internet.

### Volley-ball/Journée d'étude et recyclage à l'ISTS de Dély Brahim

## Nouvelles règles pour cette saison

La Ligue Algérienne de volley-ball, sur orientation de la fédération Algérienne de volley-ball, a organisé ce week-end à l'ES-STs (ex-ISTS) de Dély Brahim une journée de formation à l'intention des entraîneurs de volley-ball de la nationale une A, la 2<sup>e</sup> division, wilaya jeunes catégorie ainsi que les arbitres en présence du président, Clous Lahoucine, et de son staff, d'anciens dirigeants du volley-ball Lassouani Hachemi (doyen du volley-ball algérien) et Ould Moussa Yacine (cadre universitaire et ancien volleyeur) et Larfaoui Mustapha, président d'honneur du COA, membre honoraire du CIO qui a procédé à son ouverture devant une assistance de 110 personnes. Le premier thème a porté sur l'arbitrage en abordant «les nouvelles règles de jeu» en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui seront applicables cette saison

(2015-2016). L'arbitre international El Keboub Maâmar a donné des explications relatives au contact du filet, à la distance de la zone libre derrière la ligne de fond ramenée à 6,50m (au lieu de 8m précédemment) ainsi qu'à la vidéo challenge en application dans les compétitions mondiales (2 demandes par set et si l'équipe obtient gain de cause elle garde le bénéfice). La définition de l'action de jeu est étendue à la faute au service ainsi qu'à la pénalité (lors du 34<sup>e</sup> Congrès mondial FIVB à Cagliari). Le second et troisième thèmes ont été assurés par Ould Ammar Abdelkader, instructeur international, et ont porté sur «l'évaluation du 14<sup>e</sup> championnat du monde des moins de 19 ans garçons (U 19)» qui a eu lieu en Argentine du 14 au 23.08.2015, d'une part, et sur le «rôle et habiletés de l'entraîneur» au cours duquel il a mis l'accent sur le rôle

d'éducation et de formation des jeunes joueurs au moyen du volley-ball dans un cadre approprié insistant sur les valeurs, d'éthique, de morale, de solidarité et de partage. Ensuite le P Abdelmalek Mohamed, directeur du Laboratoire des sciences biologiques appliquées au sport (ES-STs de Dély Brahim) a saisi cette opportunité pour sensibiliser les présents à une évaluation du potentiel des sportifs et mettre à leur disposition les ressources humaines et matérielles du laboratoire.

Plusieurs intervenants, dont l'expérience sur le terrain n'est plus à démontrer, ont enrichi le débat pour conclure cette louable initiative qui nécessite d'être renouvelée en fonction du calendrier des compétitions afin d'avoir encore une forte présence et approfondir les connaissances.

N.M.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## 1<sup>er</sup> Forum des athlètes algériens

### «L'Etat contribuera à la reconversion des anciens athlètes»

LES ANCIENS sportifs algériens bénéficieront de l'aide de l'Etat pour leur permettre une «bonne reconversion» après la fin de leur carrière d'athlète d'élite, a promis, hier à Alger, le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), El Hadi Ould Ali.

«Je reconnais parmi les présents dans cette salle, des athlètes qui ont beaucoup donné à l'Algérie. L'Etat s'engage à les aider dans le cadre d'une reconversion après avoir mis un terme à leur carrière», a assuré M. Ould Ali en ouverture du 1<sup>er</sup> Forum des athlètes algériens à l'hôtel Hilton (Alger).

Plusieurs anciens sportifs ont participé à ce forum comme Abderrahmane Hamad, Nouria-Benida Merah, Laid Bessou (athlétisme), Mohamed Allalou (boxe), Abdelmounaïm Yahiaoui (haltérophilie) et autres.

Le ministre a mis à profit cette occasion pour féliciter les sélections algériennes masculine et féminine pour le sacre en championnat d'Afrique des nations 2015 d'handi-basket, samedi à la salle de Staoueli (Alger).

Pour sa part, le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a mis un moment de côté sa casquette de patron du COA, pour parler en tant qu'ancien basketteur.

«J'étais sportif comme vous et je comprends parfaitement les préoccupations des athlètes concernant l'après-carrière, même pour ceux qui sont encore en activité, a lancé Berraf en direction des sportifs présents. Je peux vous annoncer qu'après une période de formation, les anciens athlètes auront leurs

places dans les différentes fédérations sportives».

De son côté, le docteur Rabah Ali-Moussa, directeur de l'Ecole nationale supérieure en sciences et technologie du sport de Dely Brahim (Alger), a expliqué que son établissement offrait trois opportunités de formation pour les athlètes de haut niveau.

«Mais il y a toutefois deux problèmes majeurs : l'accompagnement pour une reconversion réelle et aussi la question des sportifs qui n'ont pas dépassé durant leur période de scolarité la 4<sup>e</sup> année moyenne», a-t-il relevé.

Pour sa part, le directeur général de l'Ansej, Mourad Zemali, a fait savoir que la majorité des athlètes ne savaient pas qu'ils pouvaient lancer des projets Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes) en relation avec le sport.

«Je vous informe que l'Ansej a accompagné, depuis sa création, pas moins de 761 créations dans le domaine sportif, notamment des salles et des complexes sportifs. Le statut d'athlète est suffisant pour justifier un savoir-faire et donc une éligibilité pour un financement Ansej (19-40 ans) ou Cnac - Caisse nationale d'assurance chômage - (30 à 50 ans)», a-t-il fait savoir.

L'ancienne handballeuse Zhou Guidouche a été honorée par le COA, où elle est employée aujourd'hui, continuant ainsi à servir le sport national à partir des bureaux de l'instance olympique. Un exemple à suivre donc en matière de reconversion.

Ghani S.

## Visite de travail

### Sellal aujourd'hui dans la wilaya de Blida



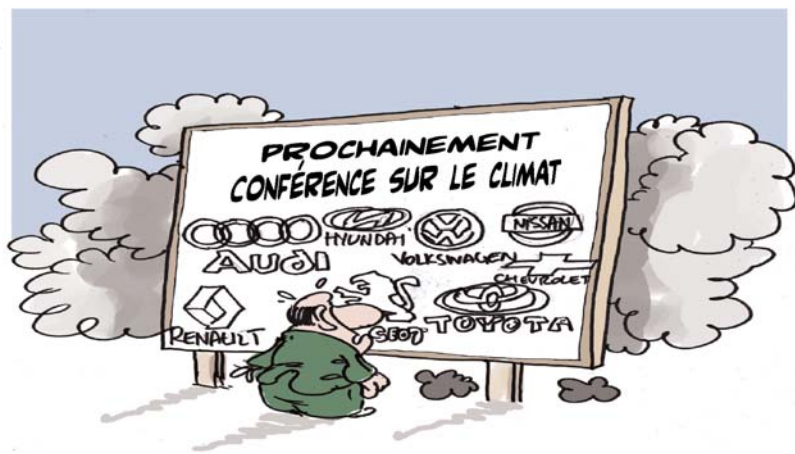
LE PREMIER ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera, aujourd'hui, une visite de travail dans la wilaya de Blida, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Selon le communiqué, cette visite «s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la

République». Au cours de sa visite, M. Sellal «devra s'enquérir de l'état d'exécution et d'avancement du programme de développement de cette wilaya et procédera, par ailleurs, à l'inauguration et à l'inspection de divers projets à caractère socio-économique», précise la même source.

R. N.

## UNE CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT À PARIS



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Grève à l'EPLA de Béjaïa

### Les travailleurs exigent le versement de leurs salaires

■ Les travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires du mois d'octobre. Cette situation est due aux problèmes de trésorerie que connaît l'entreprise depuis deux mois environ et qui attend toujours le paiement des «services faits» par ses clients.

Par Hocine Cherfa

L'activité de l'Entreprise de pré-fabrication légère et d'aluminium (EPLA/ groupe OLA) de Béjaïa était paralysée hier. Les 50 travailleurs qui restent de son effectif (autrefois de plus de 300 ouvriers) ont observé, hier, une journée de protestation qui risque de se

Conférence d'évaluation du système LMD  
Un site web à la disposition de la communauté universitaire

LE MINISTÈRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, hier, la mise en place d'un site web à la disposition de la communauté universitaire afin d'enrichir le débat en prévision de la Conférence nationale d'évaluation du système LMD prévue en décembre prochain. «En prévision de la tenue de la Conférence nationale d'évaluation de la mise en œuvre du système LMD (licence-master-doctorat) prévue au mois de décembre prochain, le ministère de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis à la disposition des enseignants, étudiants, responsables d'établissements universitaires, organisations, acteurs des secteurs socio-économiques, parents et autres le site web: <http://lmd.mesrs.dz>», précise un communiqué du ministère.

«Ces derniers sont invités à contribuer par leurs propositions, avis et réflexions, à l'enrichissement du débat sur le système d'enseignement national actuel à travers le questionnaire affiché sur ledit site», explique la même source.

H. Y.

prolonger comme l'ont soutenu les protestataires. La cause est liée principalement au retard accusé sur le versement des salaires du mois d'octobre. Les travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires du mois octobre versés, habituellement, chaque fin de mois. Cette situation est due aux problèmes de trésorerie que connaît l'entreprise depuis deux mois environ et qui attend toujours le paiement de ces «services faits» par ses clients. Cette situation s'est directement répercutée sur sa trésorerie et par ricochet sur les salaires des travailleurs qui n'ont pas été payés. Hier, les travailleurs ont soulevé ce qu'ils appellent «le favoritisme» des responsables dans le traitement réservé aux unités du groupe, notamment celles d'Alger, Sétif et d'Oran, par rapport à l'unité de Béjaïa ainsi qu'envers ses travailleurs. Ils estiment que «la répartition des plans de charge n'est pas équitable» entre les trois unités et que celle de Béjaïa est toujours

reléguée au second plan, d'où ses problèmes financiers. Ils exigent, à ce propos, l'harmonisation voire l'alignement des salaires des employés de leur unité avec ceux des autres unités et la fin des disparités dont ils sont victimes depuis des années. Ils réclament également la permanence des contractuels qui exercent depuis des années au sein de l'entreprise. Les travailleurs ont dénoncé hier «les promesses non tenues des responsables» qui se sont succédé à la tête du groupe et de l'unité. Pour rappel, cette unité a vécu des difficultés financières les années précédentes, au point où elle a failli être fermée. Cependant, un plan de charge de 140 milliards de centimes lui a été attribué par le P-DG du groupe OLA en 2013. Des mouvements de grève avaient été menés en 2013 et cela avait permis la relance de l'activité de l'unité.

H. C.

## Au sud du pays

### Saisie de plus de 800 kg de kif et d'une importante quantité de tabac

PLUS DE 800 kilogrammes de kif traité et une importante quantité de tabac ont été saisis samedi à Ghardaïa par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP, relevant du secteur opérationnel de Ghardaïa (4<sup>e</sup> Région militaire), a appréhendé le 7 novembre 2015, à la sortie de la ville d'El Guerrara, un narcotrafiquant à bord d'un camion chargé d'une quantité de kif traité s'élevant à 818 kilogrammes et a saisi une

somme d'argent s'élevant à 210 837 DA», précise la même source. De même, un autre détachement a arrêté un contrebandier et saisi un véhicule touristique et une quantité de tabac, dont la valeur est estimée à 79 700 DA, ajoute le communiqué.

D'autre part et au niveau de la 6<sup>e</sup> Région militaire, un détachement relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset, en coordination avec les éléments de la Douane algérienne, «a saisi 40 900 litres de carburant et 16 621 comprimés psychotropes», conclut la même source.

Selma O.